



Stress hydrique : Baraka tire la sonnette d'alarme

Stress hydrique : Baraka tire la sonnette d'alarme Le Maroc traverse l'une des pires périodes de sécheresse de son Histoire depuis 30 ans. La sécheresse observée ces cinq dernières années s'avère exceptionnelle par son ampleur, sa densité ou encore sa durée. A l'heure actuelle, tous les indicateurs sont au rouge, la demande en eau dépasse largement les ressources disponibles dans le pays. Cette situation s'aggrave encore plus en raison du déficit pluviométrique important, notamment dans les régions connues pour être le grenier à blé du pays, et ce, à part les quelques millimètres de précipitations enregistrées en octobre dernier. Situation inquiétante Face aux députés, le ministre de l'Équipement et de l'Eau, Nizar Baraka, a livré, lundi 25 décembre, son amertume quant à la situation hydrique actuelle. Selon les données livrées à la Chambre des Représentants, les précipitations ont baissé, pour atteindre une moyenne de 21 mm au cours du trimestre contre 154 mm lors de la même période de l'année précédente, soit une baisse des deux tiers. La température, quant à elle, a grimpé de 1,30 degré supérieur à la moyenne annuelle, ce qui a conduit à une évaporation élevée et donc à la perte de plus d'un million de mètres cubes d'eau quotidiennement. La crise touche principalement les régions auparavant bien approvisionnées, telles que le Loukkos qui a vu ses ressources en eau atteindre 23 millions mètres cubes en 2023 contre 282 millions mètres cubes auparavant, Sebou dont les ressources n'ont pas dépassé 90 millions mètres cubes au lieu des 758 millions mètres cubes enregistrés en moyenne. D'autres



régions ont également vu leurs ressources diminuer de 50 à 90 pour cent par rapport à leurs moyennes annuelles habituelles, telles que Moulouya, Bouregreg, Oum Er Rbiâ, Al Massira, Tansift, Souss-Massa, Draâ-Oued Noun et Guir-Ziz-Rhêris. Cette baisse significative se répercute directement sur les réserves d'eau dans les barrages, déjà en déficit criant. Pas plus de 500 millions de mètres cubes d'eau ont été acheminés vers les barrages, entre les mois de septembre et décembre, contre 1,5 milliard de mètres cubes l'année dernière, soit une diminution des deux tiers par rapport à l'année dernière et de plus de 50% par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Ainsi, le taux de remplissage des barrages est passé à 23,4%, ce qui équivaut à 3,7 milliards de mètres cubes, contre 31% lors de la même période de l'année précédente. En témoigne, d'ailleurs, la situation désastreuse du barrage d'Al Massira qui contient moins de 1% de sa capacité générale estimée à 2,7 milliard mètres cubes. Conscient de l'ampleur que prend la situation, le ministère de tutelle a entrepris des mesures urgentes pour desservir toutes les régions du Royaume en eau, notamment celles peuplées. Son approche stratégique, en plus du pilier « classique » relatif à la mobilisation des eaux conventionnelles, s'emploie à renforcer deux autres nouveaux piliers stratégiques, à savoir : l'utilisation des eaux non-conventionnelles et la gestion de la demande hydrique en vue d'assurer une meilleure gestion de la demande en eau. Nizar Baraka en cite le projet d'interconnexion entre les bassins hydrauliques du Sebou et du Bouregreg pour alimenter les villes de Rabat et Casablanca. Ce projet phare permet, aujourd'hui, d'acheminer 1,3 million de mètres cubes d'eau quotidiennement. En outre, le ministre a rassuré sur l'état d'avancement des projets de mobilisation des eaux non conventionnelles, visant la mise en place de stations de dessalement de l'eau de mer et l'augmentation des capacités de réutilisation des eaux usées traitées afin d'autonomiser les villes littorales. Dans ce sens, Nizar Baraka a rassuré que le trio Afrika Gaz-Green of Africa- Acciona débutera la réalisation de la station de dessalement de l'eau de mer de Casablanca dès 2024, expliquant que son prix de revient, s'établissant à 4,50 dh/m<sup>3</sup>, marquera un tournant sans précédent dans le domaine du dessalement au Maroc. Ce projet, estimé à 800 millions d'euros, permettra de dessaler quotidiennement 548.000 m<sup>3</sup> d'eau, avec une capacité évolutive jusqu'à 822.000 m<sup>3</sup>, afin de répondre aux besoins en eau de près de 6,7 millions de personnes. Responsabilité partagée Ainsi, la tutelle s'efforce à atténuer l'impact du stress hydrique sur l'accès des citoyens à l'eau. Mais une chose est sûre, selon Baraka, la responsabilité de surmonter cette pénurie n'incombe pas seulement au gouvernement, mais aussi à chaque citoyen. A cet égard, le ministère entend activer le rôle des commissions locales présidées par les Walis et les gouverneurs, pour éradiquer le gaspillage de l'eau par les ménages. Le ministre a également évoqué la possibilité d'acter des coupures d'eau, si nécessaire, selon les régions. « Il est important que les citoyens collaborent main dans la main avec les autorités locales pour adopter un comportement de consommation responsable afin de parvenir à une meilleure rationalisation de l'utilisation de l'eau », insiste Nizar Baraka, qui aspire à des pluies abondantes au cours des trois prochains mois pour améliorer la situation. Le 26/12/2023 Source web par : lopinion